

CONSEIL GENERAL DE L'INTERAFRICAIN SOCIALISTE
=====

(DAKAR, le 11 Juillet 1988)

=====

A L L O C U T I O N D ' O U V E R T U R E
=====

DE SON EXCELLENCE MONSIEUR ABDOU DIOUF,

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

Mesdames et Messieurs,
Chers Camarades,

nous sommes bien heureux d'accueillir, à Dakar, le Premier Conseil général de l'Interafricaine socialiste et démocratique, depuis notre Congrès extraordinaire qui s'est tenu, à Tunis, au mois de Janvier 1988.

Vous vous le rappelez bien, notre Congrès de Tunis fut un moment culminant de notre réflexion commune autour des problèmes de l'Afrique.

Encore une fois, les Africains, que nous sommes, devons nous convaincre de la réalité historique de notre continent en cette fin de siècle. L'Afrique se trouve propulsée au centre des enjeux mondiaux, un peu malgré elle et en raison, surtout, du développement considérable de la science, de la technologie et des systèmes de communication.

Nous vivons aujourd'hui au rythme d'une dynamique mondiale qui nous interpelle sur la situation fortement défavorable de l'Afrique qui assume, reconnaissons-le, les rôles congrus dans le cenacle des cinq continents.

chez nous, ce sont des sociétés éminemment agricoles qui tendent de secouer l'emprise séculaire du système féodal ou tribal enfin d'accéder à l'ère industrielle. Ici, dans cette partie pauvre du monde, c'est en profondeur, la sortie du Moyen-Age qui inquiète.

A ce tableau qui n'emprunte rien à la caricature, la réalité africaine, au plan politique, offre souvent un spectacle désolant et durable d'absence ou de piétinement des libertés et des droits de l'homme.

A cela s'ajoute le système de la honte pour l'espèce humaine qu'est l'Apartheid qui achève de faire de l'Afrique un continent réellement à part.

Mes chers camarades,

L'histoire demandera à chaque génération d'Africains ce qu'elle aura fait pour prendre en charge toute partie ou triple combat qui, dans l'évolution du temps, est celui qui nous interpelle tous ensemble : celui de l'unité africaine, au développement économique par l'intégration et de l'instauration de régime de libertés et de démocratie sur notre continent.

C'est sur ces questions majeures que l'Interafricaine socialiste et démocratique appelle l'attention, la détermination et l'action solidaire de tous les partis politiques africains se réclamant du socialisme ou de la démocratie et de tous nos peuples qui ont, certes, des identités particulières selon les pays mais qui partagent, farouchement, la volonté de s'unir et d'agir ensemble

Nos politiques nationales et continentales failliront si elles ne concrétisent pas cette foi commune de nos peuples respectifs dans l'unité et le développement accélérés de l'Afrique.

La réalisation de la démocratie doit être effective dans nos pays.

Qu'il s'agisse de l'approche pluraliste ou multipartisane ou simplement d'une conception limitée dans des courants qui s'expriment valablement dans un Parti politique.

Il nous faut vivre pleinement dans l'ère des libertés pour mieux réclamer la liberté de nos peuples et être libres de bâtir nos nations et notre continent.

Précisons-le tout de même. Nous ne prêchons pas la mort de l'idéologie. En se fondant sur les valeurs qui nous identifient les

uns et les autres, nous devons chercher à enraciner, dans nos pays, un type de comportements politiques fondés sur la liberté, la justice sociale, l'unité, le progrès et qui, en définitive, peuvent nous unir.

Il s'agit de rompre, en Afrique, avec tout ce qui peut diviser nos peuples afin que, s'appuyant sur nos potentialités et nos ressources humaines immenses, nous montrions au monde que nous ne "viendrons pas les mains vides au rendez-vous de l'Universel" et que, dans quelques décennies, il faudra plus compter avec l'Afrique pour faire le monde et continuer à le conduire, dans la paix, la sécurité, la solidarité et la fraternité des hommes. Parce que, l'Afrique apprendra mieux et plus à compter sur elle-même.

Mes chers camarades,

C'est la raison pour laquelle, je vous inviterai, au cours de ce Conseil général, à l'étude et à la mise en oeuvre d'un programme d'action que l'Interafricaine socialiste et démocratique se chargera de défendre, à chaque instant et à travers le fonctionnement normal des structures nouvelles qu'elle s'est données depuis le Congrès extraordinaire de Tunis.

...../.....

A cet égard, j'attache une importance particulière à la Conférence des Leaders qui, par un heureux hasard, rassemble de grands et dignes fils de l'Afrique.

Cette Conférence des Leaders, j'en ai la conviction, peut grandement servir l'Afrique en suscitant un dialogue fécond des forces démocratiques et en aidant à la solution politique des problèmes les plus cruciaux avec lesquels nous sommes confrontés.

Je m'attèlerai à la convoquer à la fin de l'année ou au début de 1989, pour nous donner l'occasion, d'une part, d'amorcer et d'enraciner le dialogue des partis démocratiques et, d'autre part, de formuler des propositions concrètes pour accélérer la décolonisation et le développement au continent.

Que l'on ne nous accuse pas de vouloir doubler l'Organisation de l'unité africaine (OUA) que nous servons avec passion. Il est assurément vrai que le dialogue des partis est moins rigide qu'une Conférence des Etats et que, de toute manière, il s'agit d'être et de rester au service de l'Afrique.

Dans cette perspective, l'étude de toutes les expériences démocratiques en Afrique doit nous permettre de mieux agir pour les libertés et les causes justes, mais aussi de rapprocher nos conceptions, en prenant soin de les lire en fonction des réalités de chaque pays.

L'objectif reste de gommer définitivement cette image fausse de l'Afrique infantile, incapable d'écouter ou de respecter les différences intra muros.

Nos pays doivent privilégier l'usage du droit sur la force, mais aussi le droit doit s'organiser à travers des cadres juridiques et sociologiques acceptés par tous en évitant les viols de conscience, le dogmatisme et la recherche effrénée des intérêts personnels.

Et là-dessus, il ne me semble pas indispensable de reproduire in extenso le modèle de démocratie occidentale. Sur la base des valeurs universelles qui identifient la démocratie, l'adaptation à la réalité africaine constitue une urgence de taille.

Dans le même esprit, l'interafricaine socialiste et démocratique doit accentuer le combat, en relation avec tous les hommes épris de paix et de justice, pour extirper rapidement le régime d'Apartheid de notre continent. C'est aujourd'hui la condition majeure de toute action devant déboucher sur l'unité et le développement de l'Afrique.

Le régime de BOTHERA doit disparaître et le plus tôt possible, pour laisser place à un système non raciel de liberté, de démocratie et qui, grâce au poids économique de l'Afrique du Sud, peut servir de rampe de lancement à une intégration économique dynamique de toute la partie australe de notre continent.

De la même manière; l'indépendance de la Namibie est devenue une exigence irrépressible, urgente.

Ainsi donc, il me semble indispensable, dans l'échelle des problèmes qui se posent à nous, de concevoir la démocratie comme le moyen nécessaire du développement. Encore qu'il faille préciser qu'elle n'est pas un régime d'anarchie. Elle doit combiner judicieusement, la structure sociale et les forces productives de manière à créer la compétitivité, l'efficacité économique, l'organisation optimale du travail et de la production, la responsabilisation des acteurs économiques pour susciter l'émulation et la croissance régulière de la production et une répartition meilleure des fruits de l'expansion économique.

Un système de démocratie économique nous permet de stimuler nos potentialités et de réduire nos ressources humaines, plus productives. La solution des goulots d'étranglement de notre économie requiert bien ce nouvel état d'esprit qui doit être le nôtre. Vous le savez bien, notre dette (faible en volume par rapport aux autres continents) pèse très lourdement sur nos Etats. Le revenu par tête d'habitant en Afrique noire est en baisse constante. L'industrie africaine a du mal à sortir de son morcellement, de son manque de compétitivité et de dimension.

Tous ces problèmes essentiels se transforment, pour nous de l'interafricaine socialiste et démocratique, en autant de défis que nous devons résolument relever.

Il ne s'agit pas de faire comme Sysiphe, c'est-à-dire de toujours recommencer les choses, d'éternel retour au point de départ, mais plutôt, à l'image de Prométhée, d'aller de l'avant, de franchir, méthodiquement, étape par étape, dans un effort soutenu, persévérant et unitaire, les pentes escarpées du développement économique et social de l'Afrique réconciliée avec elle-même, dans le concert fraternel et solidaire des nations.

Je déclare ouverte la Première Session du Conseil général de l'interafricaine socialiste et démocratique et vous remercie de votre aimable attention

◇◇◇◇

◇◇

◇